

conciliantes. Ils unissaient le respect de nos droits au souci des intérêts généraux ; ils étaient convaincus que la population française ne doit rien céder de ce qui lui est cher, mais qu'elle ne doit pas, non plus, rompre en visière aux autres populations, ni mettre obstacle à la marche générale des choses, sous prétexte que cela lui fait courir quelque péril particulier ; ils croyaient, en un mot, qu'elle ne doit pas, causer embarras et gêne aux autres par l'excès de sa prudence ou les ombrages de son patriotisme.

Si les hommes d'Etat qui acceptèrent l'Union, au milieu des circonstances les plus propres à les détourner d'un aussi sage parti, firent preuve d'un rare esprit politique, ceux qui cherchèrent à tirer l'Angleterre de sa fausse sécurité ou de son indifférence, même avant que la guerre américaine eût fait sentir toute l'imminence du péril que nous courrions, et combien notre situation était exposée et précaire, montrèrent une perspicacité et une fermeté de conduite supérieures encore. En 1858, l'Angleterre pouvait à la rigueur réparer sa faute de 1840, mais cette fois au prix d'une guerre prochaine avec les Etats-Unis. Elle devait mettre toutes les ressources de l'Empire à la disposition de la Confédération pour lui permettre de se constituer promptement, et réparer par là, autant que possible, le temps perdu. Un peu plus tard, elle aurait dû seconder les Français au Mexique, secourir le Sud ; et ainsi diviser à jamais les Etats-Unis, et assurer à la Confédération Canadienne des alliés fidèles.

Au lieu de tenir une pareille conduite, qu'a fait l'Angleterre ? Elle a laissé tomber le Sud, s'évanouir la Monarchie Mexicaine, sans, pour cela, se con-